

SITUATION POLITIQUE DU BURUNDI ET STRATEGIES POUR SORTIR LE PAYS DE L'IMPASSE ACTUELLE

Le 1er juin 1993 marque un tournant dans l'histoire du pouvoir séculaire de la minorité tutsi au Burundi. Pour la première fois, le contrôle du pouvoir politique échappait démocratiquement et brutalement aux Tutsi. Les anciens dignitaires, habitués à puiser à leur guise dans les caisses de l'Etat, sont désorientés et inquiets.

De son côté, la majorité hutu, devenue maître des destinées du pays mais ne disposant pas de forces de maintien de la paix sous ses ordres, pensent à édifier une transition douce qui leur permettrait dans un premier temps de rassurer la minorité en l'associant à la direction du pays afin que dans un deuxième temps, les Tutsi acceptent la reconstitution des forces de l'ordre et de l'armée incluant toutes les composantes de nation burundaise. Cependant, la minorité tutsi, bornée par l'idéologie de la supériorité de leur ethnie par rapport au reste de la population, transforme la perche tendue par la majorité présidentielle en un tremplin qui leur permettrait de récupérer rapidement et par la force le pouvoir perdu par les urnes.

Cette reconquête se fera en trois étapes:

* Lors de la constitution de son premier gouvernement, le FRODEBU, vainqueur des élections, concède 40% des postes ministériels à l'UPRONA: le grand perdant, mais contrôlant l'armée, la police et la magistrature. C'est la première étape.

* Les massacres qui ont suivi l'assassinat du Président élu Melchior NDADAYE, n'ont pas permis au FRODEBU d'organiser les élections dans les délais prévus par la constitution, étant donné que :

- D'une part, toute autorité constitutionnellement compétente avait été tuée par les putschistes,

- D'autre part, les massacres qui se généralisaient à tout le pays ainsi que le climat de suspicion, ne permettaient pas d'organiser une campagne électorale, moins encore des élections libres et transparentes.

Cette fois-ci, la mouvance présidentielle accepte une cohabitation négociée avec l'opposition, dirigée par Cyprien NTARYAMIRA. Celui-ci tombe dans une conspiration internationale et il est assassiné avec le Président HABYARIMANA dans un attentat contre leur avion au dessus de l'aéroport de KIGALI. Cet attentat marque la fin de la deuxième étape à peine commencée.

* Le FRODEBU et ses alliés qui avaient néanmoins eu le temps de remettre en place les institutions dont la présidence de l'Assemblée Nationale, ne pouvait pas assurer la transition et les élections dans les trois mois comme la constitution le prévoyait, à cause du comportement irresponsable de l'opposition, de l'armée, de la police, et de l'appareil judiciaire. Le FRODEBU est alors obligé de former un

gouvernement négocié avec l'opposition et l'armée, formant ce qu'ils ont appelé: "La Convention de Gouvernement".

Cette troisième étape sera la dernière ligne droite vers l'achèvement du coup d'Etat entamé le 21 octobre 1993 en assassinant le Président Melchior NDADAYE et devenu depuis lors rampant.

La Convention de gouvernement, qui s'était seulement contentée du partage de postes ministériels, diplomatiques et administratifs sans parler de la réforme de l'armée, fut contestée par une partie des partisans de la mouvance présidentielle qui se sont organisés dans la suite en un Conseil pour la Défense de la Démocratie (CNDD) décidé à combattre par les armes, l'armée monoethnique tutsi: rempart de cette minorité pour se maintenir au pouvoir.

Les autres militants de la mouvance, sous la houlette du Président NTIBANTUNGANYA, préfèrent amadouer l'opposition tutsi et l'armée, espérant que de ce partage naîtrait un consensus national qui stabiliserait le pays. Malheureusement, l'espoir ne durera pas longtemps.

Le major Buyoya, candidat malheureux des présidentielles de juin 1993 accentue la pression à travers l'armée, l'UPRONA et les milices tutsi (SOJEDEM: solidarité jeunesse pour la défense des minorités, Les commandos de la mort :SANS ECHECS) pour contraindre le FRODEBU à abandonner le pouvoir. En effet, depuis le début du coup d'Etat, le major Buyoya et ses acolytes ont mis en place un programme d'épuration ethnique et politique destiné à anéantir le FRODEBU, les partis de sa mouvance et les Hutu en général. Des assassinats ciblés de cadres, des ministres, des parlementaires, des responsables locaux de ces partis, des membres de la société civile qui dénonçaient les exactions et l'arbitraire pratiqués par l'opposition tutsi se généralisent et se structurent en génocide.

C'est ce que le Rapporteur spécial pour les droits de l'homme au Burundi a appelé: "GÉNOCIDE AU COMPTE-GOUTTE".

Le gouvernement de convention n'arrive pas à stabiliser l'Etat. Les ministres de l'opposition se servent de leurs postes pour saboter l'action du gouvernement en arrêtant arbitrairement les cadres de la mouvance, en protégeant les assassins, les organisateurs de milices et les animateurs de la haine ethnique comme la SOJEDEM. Le 1er ministre, les ministres de la défense, de la justice et de l'intérieur, appartenant tous à l'opposition, pratiquent la politique d'épuration ethnique des centres urbains où les Hutu, majoritaires, sont chassés, regroupent les Tutsi des campagnes dans des camps appelés camps de déplacés; sanctuaire de leurs milices et surtout pour pouvoir bénéficier aux seuls Tutsi la manne de l'humanitaire. Il faut noter qu'il est plus facile aux organisations humanitaires de s'occuper des populations organisées, regroupées que de nourrir et soigner des peuples dispersés dans des endroits peu accessibles comme dans les marais et les forêts.

La communauté internationale, horrifiée par la déconfiture grandissante de l'État burundais, nomme un médiateur pour le Burundi: S.E. MWALIMU Julius NYERERE, ancien Président de la République Unie de Tanzanie. Celui-ci entreprend

de nombreuses visites au Burundi et à l'étranger en commençant par les pays de la sous-région.

En mai 1996, des pourparlers entre le FRODEBU et l'UPRONA démarrent à MWANZA en Tanzanie. Plus tard, on y associa les petits partis non représentés à l'Assemblée Nationale. Le 25 juin 1996, un sommet autour de l'ancien Président NYERERE réunissant les chefs d'État de la région ainsi que le secrétaire général de l'OUA se prononce sur demande du gouvernement burundais en faveur d'une assistance politique diplomatique et militaire.

Notons que du côté burundais, cette demande fut cosignée par le Président de la République S.E.Sylvestre NTIBANTUNGANYA et son premier ministre, Monsieur Antoine NDUWAYO. BUYOYA perçoit la décision des chefs d'État comme un obstacle à la poursuite et la finalisation de son coup d'Etat. C'est ainsi qu'il contraint le 1er ministre NDUWAYO à se désolidariser du Président et à renoncer à sa participation dans les travaux de la commission technique pour préparer l'arrivée de la force internationale pour le Burundi.

Il faudra alors aller très vite Buyoya, à travers l'armée, la SOJEDEM et les milices tutsis demandent aux ministres de l'opposition de boycotter les conférences des ministres et le 23 juillet ces mêmes ministres démissionnent en bloc.

C'est la panique dans les rangs de la mouvance; le FRODEBU en tête. Ses principaux cadres, sous la protection de l'unité spéciale pour la protection des institutions (U.S.I.): corps d'élite chargé de la protection rapprochée des autorités, se réfugient dans les ambassades occidentales de Bujumbura. Irritée par le fait que le Président de la République ainsi que celui de l'Assemblée Nationale aient échappés au carnage, l'armée se rabat sur l'U S I et l'extermine complètement. Il ne restait plus à Buyoya le 25 juillet que de prononcer son discours fatidique, foulant au pied la volonté des millions de Burundais qui l'avaient rejeté trois ans auparavant.

Pourquoi ce coup d'Etat?

Le coup d'Etat de Buyoya s'inscrit dans le cadre de trois réalités:

1.La réalité idéologique

Le Burundi traditionnel est composé par une population fortement stratifiée.

Les Tutsi, 14% se considèrent jusqu'aujourd'hui comme un peuple d'essence divine. Ils n'hésitent pas pour justifier cette démagogie à se présenter comme des descendants du Roi Salomon; c'est-à-dire donc une partie de ces Juifs falachats ayant descendu beaucoup plus au sud à la recherche des fameux "Monts de lune et de la source du Nil"; tant adorée par les peuples du Moyen-Orient. Il faut dire que jusqu'aujourd'hui, aucune étude scientifique ne rattache les Tutsi aux Juifs d'Ethiopie. On remarque d'ailleurs que; contrairement aux Juifs qui ont toujours gardé leur identité religieuse, les Tutsi des Grands-Lacs, à part leur tradition guerrière, sont plutôt des athées ayant adopté la langue et la culture indigène pour s'intégrer. La seule trace religieuse est leur culte de la vache utilisée beaucoup plus

comme instrument de propagande pour conquérir l'esprit de l'indigène. Ce qui contraste avec le Juifs d'Ethiopie qui, pour ne pas perdre leur identité, ne se sont pas trop mélangés aux populations locales et ont soigneusement gardé leurs écritures saintes au cours de leurs migrations. L'autre preuve est que, ni le missionnaire, ni le colonisateur, n'a trouvé dans la région des Grands-Lacs aucune trace d'écriture ni de documents qui rappellent la culture judaïque ou toute culture proche.

De ce fait, les Tutsi considérant les autres peuples comme leurs "cadets" par rapport à eux, "les aînés" rejettent tout pouvoir de ces premiers et refusent de se considérer comme égaux au reste de la population.

2. La réalité économique.

Le pouvoir monoethnique séculaire des Tutsi les a aveuglé et les a enfermés dans un système sans partage protégé par une succession de sang.

Le colonisateur, qui avait besoin d'intermédiaires indigènes introduisit l'école. Même si les Tutsi ont été les principaux bénéficiaires de l'éducation coloniale, quelques Hutu s'y glissèrent et ont par conséquent accédés à des postes de responsabilité que le sang leur privait jusque là.

Le Tutsi, qui tirait ses avantages économiques dans l'exploitation des masses hutus, s'en est retrouvé brusquement privé, puisqu'il ne contrôlait plus totalement le pouvoir politique.

La chute, étant toujours amère et difficile à digérer, les Tutsi se sont défendus face à la montée des Hutu.

3. La réalité politique:

Après la deuxième guerre mondiale, les combattants africains, ayant participé à la libération de l'Europe rentrent dans leurs pays avec le goût de libérer eux-aussi leur continent occupé par le colonisateur. C'est ainsi que l'Afrique voit naître un peu partout des mouvements indépendantistes réclamant des démocraties majoritaires. Au Burundi, ces mouvements se développent en deux tendances:

a) Les partis princiers à majorité tutsi avec à la tête l'UPRONA, réclamaient une indépendance immédiate pour récupérer rapidement leur pouvoir confisqué par le colonisateur.

b) Les partis à majorité hutu, regroupés dans un Front commun étaient plutôt soucieux de mettre en place un Etat démocratique moderne et réclamaient une indépendance tardive après une période d'éducation de la population à la politique démocratique et aux principes d'égalité entre tous les citoyens. Ceci était beaucoup plus important pour ce Front qui tenait d'abord à un changement des mentalités avant tout processus électoral.

Face aux exigences d'un Etat moderne, les Tutsi modèlent des stratégies qui les permettraient, dans la contrainte démocratique de se maintenir au pouvoir. Ils ont

alors inventé le fameux plan SIMBANANIYE (du nom de son fondateur M.Arthémon SIMBANANIYE). Ce plan dénoncé pour la première fois en 1968 par M.Martin NDAYAHOZE (ministre de MICOMBERO) dans son rapport politique n°093/100/CAB/68 visait établir un équilibre numérique entre les Hutu (85% de la population) et les Tutsi (14%), selon le schéma suivant: répandre des bruits d'une attaque armée de grande envergure où les Hutu seraient écartés du pouvoir par les Tutsi, pour les mettre dans un état d'alerte maximale.

Lorsque les Tutsi estiment que la tension populaire est à son plus haut sommet, ils ciblent le leader hutu le plus influent et l'assassinent. Du côté des Hutu, cet assassinat provoque une brève désolation accompagnée brutalement par une révolte meurtrière selon le principe: "le tutsi me tue et il survit, je le tue et je survis". Il ne reste plus aux Tutsi qu'exploiter leurs puissants moyens de communication pour informer la communauté internationale que des Hutu ivres, drogués, enragés sont en train de tuer à la machette de paisibles paysans Tutsi. L'étranger se basant sur les schémas classiques du Hutu agriculteur, utilisant la houe et la machette dans ses champs ne peut que croire que c'est le Hutu seul qui utilise la machette pour tuer. Ils affirment dans l'information que les responsables sont connus (mais curieusement non dénoncés avant le désastre) et sur bases de listes préconçues pendant la campagne d'intimidation, des milliers de Hutu sont arrêtés puis tués sans aucune autre forme de procès.

Evolution de la mentalité des Hutu après le génocide de 1972.

Après le génocide des Hutu par les Tutsi en 1972, les jeunes rescapés ont tenté vaille-que-vaille de s'organiser en partit politiques et opposition armée en vue de contraindre la minorité tutsi à partager le pouvoir ou à accepter des élections démocratiques libres "un homme-une voix", mais surtout dans le but de réformer l'armée pour garantir la sécurité à tous les citoyens. Les 11 années de pouvoir de BAGAZA 1976-1987 avaient généré une autre forme de lutte vu qu'il ne préconisait pas des assassinats en masse de Hutu, mais les écartaient de l'enseignement et de l'armée avec quelques assassinats politiques bien ciblés. Cette politique ne rencontra pas l'adhésion de la majorité des Tutsi, partisans des massacres répétitifs et rapprochés pour arriver rapidement à l'équilibre numérique (voir ci-haut). C'est dans ce contexte que le Major Pierre BUYOYA prend le pouvoir par un coup d'Etat le 3 septembre 1987.

Fer de lance de l'extrémisme tutsi, il s'était surtout distingué quand il était commandant du bataillon blindé de Gitega, en menaçant de fermer le cercle des fonctionnaires si le patron continuait à servir les fonctionnaires hutus. Madame BUYOYA Sophie, alors professeur d'Anglais à l'Athénée de Gitega, ne cachait pas son dédain à l'égard des jeunes élèves Hutu. Ceci explique que dès les premiers mois de son pouvoir, le Major BUYOYA s'atela à provoquer la population en milieu rural et dans les écoles. L'appel des prêtres du diocèse de Bururi ne suffira pas pour arrêter le programme génocidaire de BUYOYA. Monseigneur Bernard BUDUDIRA, président de la conférence épiscopale reprit en vain l'appel dans une conférence aux prêtres burundais réunis à Burasira le 12 juillet 1988.

Le 14 Août 1988, les massacres éclatent dans les communes de NTEGA et de MARANGARA, deux communes qui venaient de subir pendant près de deux mois des tracasseries militaires. Le langage des autorités de l'époque ainsi que le silence de BUYOYA, rappelant les méthodes de gestion des événements antérieurs, poussent un groupe de 27 intellectuels Hutu à écrire une lettre ouverte au major Président (voir lettre ouverte du Août à BUYOYA).

Malgré qu'elle fut rédigée dans la panique, elle a été largement reprise par la communauté internationale. BUYOYA découvert, accepte d'élargir le pouvoir aux Hutu dans un gouvernement paritaire Hutu/Tutsi, dirigé pour la première fois depuis 1965 par un Hutu. Il adopte une politique de façade d'unité nationale destinée à faire oublier à la Communauté Internationale ses forfaits dans les massacres de NTEGA et MARANGARA.

La Conférence franco-africaine de la Baule conditionnant l'aide aux efforts de démocratie, pousse la plupart des pays africains dont le Burundi, à s'ouvrir au multipartisme et organiser des élections libres. Le peuple burundais trouve dans ce processus une occasion rêvée pour se débarrasser de Buyoya dans la non-violence.

La Communauté Internationale mal informée

Après le génocide des Hutu par les Tutsi en 1972, la Communauté Internationale fut obligée de coopérer avec les génocidaires par crainte du chaos. Les spécialistes de la région ainsi que les consultants ont été obligés de respecter cette consigne. Il se développe alors une sorte de clientélisme avec les autorités burundaises. Les expatriés présentent alors une image positive du Burundi malgré la politique d'apartheid qui se pratiquait à Bujumbura. Ainsi, le génocidaire Tutsi redevient agneau et la Communauté Internationale ferme les yeux sur le sort de la majorité hutu.

Le 1er Novembre 1976, le Colonel Jean-Baptiste BAGAZA, un protestant, neveu de MICOMBERO (1er président) et cousin de Buyoya prend le pouvoir par un coup d'Etat. Mais Bagaza, soucieux de former une République laïque se heurte à une opposition de l'Église catholique jusqu'alors Église-Etat. De plus, Bagaza qui voulait gagner la confiance du peuple et se distancer des génocidaires, prit le risque d'abolir les contrats de location de vaches et de terres. La hiérarchie catholique d'origine princière ne supporte pas cet affront et dénonce un Bagaza méchant. Il fallait alors chercher un Buyoya bon, capable de renouer avec la majorité tutsi en réinstaurant la politique d'extermination physiquement des Hutu et accepter la mainmise de l'Église catholique sur l'État. Lors de son coup d'Etat, c'est le clergé catholique et les Tutsi avec les expatriés qui collaboraient avec eux qui ont acclamé l'arrivée du Buyoya "LE BON" et le départ d'un Bagaza "LE MÉCHANT". C'est cette même catégorie qui regrette amèrement la perte des élections par Buyoya en juin 93, qui ont désinformé la communauté internationale en vantant l'image démocratique d'un tyran. Il a été de même lors de la finalisation du coup d'Etat le 25 juillet 1996 par le même Buyoya. Les Evêques catholiques, au lieu de dénoncer un criminel, ont présenté le major putschiste comme le seul sauveur du peuple burundais. Malheureusement, ces évêques ne disent rien devant ces dizaines de milliers d'innocents tués par l'armée, malgré les cris d'alarme lancés par Amnesty

International, le rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Burundi et les ONGs pour les droits de l'homme, contre le génocide en cours au Burundi, spécialement depuis le 25 juillet 1996.

Evolution politico-sécuritaire au Burundi depuis le coup d'Etat du 25 juillet 1996.

Au courant du mois de juin 1996, l'impasse institutionnelle burundaise faisait craindre la naissance d'une nouvelle Somalie. Le major Buyoya qui connaissait bien son agenda caché, parcourt alors le monde se présentant comme seul capable de sauver le Burundi. Son voyage l'emmenera en Amérique, en Europe et dans quelques capitales africaines. Dans cette démarche, il sera relayé par le groupe qui a toujours fait sa publicité au détriment de la volonté populaire. L'espoir de la communauté internationale ne tardera pas à s'estomper. Buyoya bloque d'abord l'arrivée de la force multinationale de maintien de la paix au Burundi et s'enfonce dans un véritable programme de génocide. Les négociations impliquants tous les acteurs de la vie politique burundaise qui étaient imminents sont totalement rejetées.

Les pays de la sous-région, méfiants à l'égard des putschistes dont ils connaissaient parfaitement leur extrémisme, décrètent un embargo contre le Burundi, pour contraindre la junte militaire à remettre le pouvoir au FRODEBU. Au lieu de se résigner, Buyoya intensifie les massacres, affame les Hutu dans des camps-prisons (voir le communiqué n°110 de Burundi-Bureau) répartis principalement dans les provinces de Bujumbura-rural, Muramvya, Gitega et Karusi. Maintenant, il est en train de distribuer massivement des armes dans la population tutsi, dans le cadre de la politique d'autodéfense civile qu'il avait lancé en avril 1996 à travers le premier ministre Antoine NDUWAYO.

A cela, il faut ajouter que Buyoya n'aucun programme politique et le Burundi ne cessera de brûler que s'il est mis hors d'état de nuire.

Comment peut-on sauver le Burundi?

a) Force de l'UPRONA de Pierre Buyoya:

L'UPRONA est un parti fasciste constitué principalement de Tutsi dont ses dignitaires sont les principaux artisans de tous les drames que le pays a connu depuis l'indépendance le 1er juillet 1962. L'UPRONA est soutenu par l'armée avec sa milice: la J.R.R. (jeunesse révolutionnaire rwagasore) qui est actuellement doublée par la SOJEDEM (solidarité jeunesse pour la défense des minorités), dirigée par le frère dominicain Déo Niyonzima et les SANS ECHECS (qui sont de véritables escadrons de la mort).

Ces dignitaires sont prêts à sacrifier leurs frères tutsi, pourvu qu'ils se maintiennent au pouvoir.

C'est ce qui ressort du rapport de la commission internationale d'enquête des ONGs de janvier-fevrier 1994: "Les auteurs de la tentative de coup d'Etat savaient le tort qu'ils causeraient à leurs concitoyens d'ethnie tutsi. Cela ne les a pas arrêtés (page 182)".... "Mais, malgré ces forfaits, l'armée s'arrange toujours pour convaincre les Tutsi qu'elle n'est que leur protecteur".

C'est qui peut expliquer qu'après avoir déclenché un putsch, que ses promoteurs savaient à très haut risques pour la communauté tutsi, et donc au mépris de la vie de milliers de Tutsi, l'armée a dû créer l'illusion qu'une fois encore elle se justifiait, telle qu'en elle-même, pour les protéger. Pour cela, il fallait organiser le déplacement des Tutsi dans des centres et cela fait, tuer beaucoup de Hutu et exclusivement des Hutu, même upronistes. Sans légitimité ethnique, *que* resterait-il, après ce qu'elle a fait de légitimité tout court de l'armée? (page 183)

b) Faiblesses de l'UPRONA

Après 30 ans de pouvoir sans partage, l'UPRONA vieillit. De plus et surtout le fascisme qu'elle a cultivé depuis les années 60, l'ethnisation du pays, les génocides répétitifs contre les hutu, majoritaires au Burundi, l'ont discrédité auprès du peuple et ce parti ne peut et ne pourra plus jamais gagner les élections démocratiques libres au Burundi. C'est d'ailleurs pour cette raison que le peuple a pris les armes pour la combattre, dans le but de réduire le nombre de victimes de cette politique mafieuse. De plus, l'armée ayant toujours été l'instrument des tutsi à travers l'UPRONA pour massacrer les Hutu, elle n'a plus la confiance du peuple. C'est ce qui explique qu'elle ne trouve pas de replis dans la population lors des combats avec les rebelles. Elle est également accusée par la communauté internationale de perpétrer un génocide au Burundi.

c) Forces des organisations politiques et militaires des Hutu.

Le FRODEBU et le CNDD sont les principales. Leur force se trouve dans l'adhésion populaire massive. Elles sont perçues par les citoyens comme les libérateurs du pays des fascistes militaro-politistes de l'UPRONA et constituent l'espoir du Burundais. Ces organisations prônent le changement et prêchent l'égalité entre tous les citoyens et le respect des droits de l'homme, en particulier le droit à la vie. Forts de la légitimité populaire acquise lors des élections de juin 1993, ils sont perçus comme victimes des dictateurs de l'UPRONA.

Les rebelles sont également fortement implantés en milieu rural et il est historiquement et scientifiquement prouvé que ce genre de guérilla est difficile à vaincre à moins d'exterminer la population; ce qui semble d'ailleurs être la programme de Buyoya.

d) La faiblesse des Hutu.

Victimes d'un polycide (génocide physique, intellectuel et moral) séculaire, les jeunes politiciens hutu sont peu connus par la communauté internationale. Longtemps marginalisés par les Tutsi dans le cadre d'une politique d'apartheid, les expatriés qui ont travaillé au Burundi ne les ont connus que peu de temps avant les

élections de 1993, puisque les Hutu ne pouvaient pas accéder aux quartiers aisés où habitaient les expatriés.

De plus, relégués aux postes subalternes à la fonction publique, il était tout-à-fait normal que les diplomates et les coopérants ne les connaissent pas. Le résultat est que la communauté internationale, mal informée par les "spécialistes de la région des Grands-lacs" adoptent une certaine méfiance envers ces politiciens. La conséquence de ce polycide est que les Hutu connaissent mal les méandres de la diplomatie et de la communauté internationale.

De l'autre côté, les combattants hutu bien qu'ayant récupéré un bon nombre de militaires non acquis à la politique de génocide, des jeunes chassés de l'école secondaire et de l'université des fonctionnaires ayant goûté la fonction publique, avec l'appui de la population découragée par le comportement irresponsable de Buyoya et son armée, restent malgré tout encore faibles et n'ont pas actuellement la capacité de mener une victoire militaire totale sur l'armée tutsi. Cette situation de faiblesse est en grande partie la conséquence du polycide cité ci-haut parce que, jusqu'aujourd'hui, aucun pays ne soutient les rebelles. Malgré cette situation, leur position se renforce progressivement.

Stratégies pour sauver le Burundi.

Elles peuvent être politiques, militaires, ou politico-militaires.

a) Politiques:

Elles impliquent un dialogue politique entre toutes les parties prenantes du conflit. Le problème est que les Burundais ne sont plus capables d'entreprendre ce dialogue seuls. La nécessité d'un facilitateur et/ou médiateur ayant l'agrément et le soutien de la communauté internationale s'impose. Malheureusement, les intérêts entre les Burundais eux-mêmes et/ou de la communauté internationale sont divergeants et donc difficiles à réconcilier. A cela s'ajoute le fait que les extrémistes tutsi qui ont confisqué le pouvoir à Bujumbura n'acceptent toujours pas le principe de l'égalité entre tous les citoyens et ne veulent pas entendre parler de négociations avec ceux qu'ils considèrent comme leurs "cadets"; moins encore partager le pouvoir. L'autre problème est qu'un facilitateur et/ou médiateur qui oriente les discussions vers la réconciliation et le partage ou qui évoque le principe d'une démocratie "un homme-une voix", est automatiquement qualifié de pro-hutu par Buyoya et son camp. Pour ce faire, les Burundais doivent tout faire pour que nos médiateurs et /ou facilitateurs obtiennent un soutien internationale fort. Il faut que la communauté internationale voie, écoute, entende, respecte et soutienne les efforts de leurs Excellences:

- Mwalimu Julius NYERERE, ancien Président de la République Unie de Tanzanie,
- Le Général Amadou Toumani TOURE, ancien Président du Mali, pour le retour de la paix et de la démocratie dans la région des Grands-Lacs. Leurs décisions devraient être respectées et soutenues par l'ONU, l'OUA, l'Union européenne, les ONGs.... Ceci est particulièrement important parce que, pour que ces médiateurs et/ou facilitateurs arrivent à faire comprendre aux Tutsi l'importance du droit à la vie des Hutu et du droit de tout peuple de se choisir librement leur

dirigeants, ils devront absolument recourir à des moyens de pressions (comme les sanctions) qui, s'ils ne rencontrent pas l'adhésion internationale, seront voués à l'échec. Au Burundi, ce dialogue ne peut que soutenir le peu qui reste de la volonté des citoyens à travers les élections de juin 1993 en acceptant que le Président actuel de l'Assemblée Nationale dirige l'organe de transition (soit un Conseil de transition, soit un gouvernement de transition) qui serait chargé:

1. De former dans un délais maximum de 4 mois les responsables nationaux qui encadreraient la campagne de pacification,

2. Une vigoureuse campagne d'éducation et de pacification des citoyens aux principes d'égalité entre les ethnies; donc de tous les citoyens quelle que soit leur appartenance ethnique. Cette étape très importante devrait durer au moins une année,

3. La rédaction d'une nouvelle constitution et organisation d'un référendum constitutionnel consacrant un multipartisme intégral,

4. L'organisation des élections démocratiques libres.

Le pouvoir de transition aurait également pour mission la réforme en profondeur de l'armée, de la gendarmerie, la police et la justice afin que ces corps puissent refléter la réalité nationale pour barrer la route à toute attitude partisane.

Cette stratégie politique serait la meilleur puisqu'elle résulterait d'un consensus politique et différerait de la Convention de gouvernement par le fait qu'elle se serait préoccupée de tous les secteurs sensibles du pays.

Ce dialogue politique à l'avantage d'avoir été également suggéré et soutenu par des experts africains ou travaillant sur la région des Grands-Lacs et avait obtenu le soutien des principales organisations et personnalités oeuvrant pour le retour de la paix au Burundi.

Le grand problème de cette procédure est qu'elle nécessite une présence militaire internationale pour protéger les institutions de transition et pour le maintien de la paix dont on connaît les difficultés de sa mise en place dans la région des Grands-Lacs.

b) Militaire:

L'armée burundaise est acculée par une guérilla populaire. cause de son comportement fasciste, Ille s'est faite pour premier ennemie le peuple qui est décidé à ne plus se laisser tuer comme des moutons. Il est donc difficile à Buyoya de penser à une victoire militaire sans extermination massive de la population. e plus son implication dans le projet d'assassinat du Président NYERERE le met en opposition avec les autorités et l'armée tanzaniennes. Même si Buyoya mise sur l'appuis de l'Ouganda et du Rwanda et qu'il espère vendre à la communauté internationale "le génocide des Tutsi du Rwanda", il se heurte à des accusations importantes du Haut commissariat aux droits de l'homme, du Rapporteur spécial pour les droits de l'homme au Burundi, d'Amnesty international, pour le génocide en

cours au Burundi. Même les personnalités qui le soutenaient au début se sentent de plus en plus embarrassées par son comportement criminel. Les hauts cadres de l'armée que Buyoya avaient présenté à la communauté internationale comme des modérés pour faire sa publicité, sont de plus en plus démasqués. Il s'agit notamment de son ministre de la défense; le Colonel Firmin SINZOYIHEBA que Buyoya avait présenté comme le modèle des modérés mais que les Burundais connaissent uniquement sous son pseudonyme KGAJO à cause de son extrémisme.

C'est lui qui est à la tête de l'épuration ethnique de Buyenzi et de Musaga, et le protecteur farouche des officiers qui massacrent les populations rurales.

L'autre point faible est que l'armée burundaise est parmi les mieux équipées d'Afrique Centrale et que par conséquent une aide accrue ne lui apporterait pas une force de plus pour aller vers une victoire militaire, mais lui procurerait plutôt les moyens d'exterminer rapidement le peuple qui s'était débarrassé de Buyoya en juin 93 et qui ne veut plus l'entendre parler.

Par contre, les rebelles qui jouissent d'un soutien populaire sans précédent mais qui n'ont jusqu'ici aucun soutien international, pourraient s'ils étaient soutenus arriver à une victoire militaire rapide et stabiliser le pays. Ils ont d'ailleurs pris les armes à la suite de la négation de la démocratie par l'armée.

Ceci dit, pour pouvoir résoudre militairement le drame burundais, il faudrait soutenir la rébellion qui peut, au vue de ce qui précède, arriver à une victoire militaire avec une réduction des pertes en vies humaines.

L'inconvénient est que la gestion de l'Etat et la politique de réconciliation nationale se feraient dans le cadre d'une victoire militaire.

c) Politico-militaire:

Elle consiste à faciliter aux rebelles d'avoir les moyens d'accéder à des moyens militaires qui leur permettraient de mener des opérations militaires d'envergure limité dans le temps et dans l'espace. Cette stratégie a pour objectif de forcer Buyoya et les Tutsi à négocier et surtout de leur faire comprendre que l'autre citoyen (Hutu) est son égal. Elle a l'avantage qu'elle ne durerait pas longtemps et donc réduiraient les pertes en vies humaines. En plus cette stratégie facilite la mise en place d'une armée véritablement nationale par la fusion des deux armées.

Cette voie offre un maximum de garanties à toutes les ethnies et favorise la mise en place d'un gouvernement d'union national stable. Cette solution devient de plus en plus le passage obligé pour arriver à un dialogue politique au Burundi vue la détermination de Buyoya d'exterminer le peuple s'il ne l'accepte pas comme Président.

Nota Bene

1. Position délicate de la France au Burundi

Dans la région des Grands-Lacs, la France se trouve dans une situation très inconfortable.

Elle a en effet entraîné et armé les forces armées Rwandaises (FAR) qui ont perdu la guerre contre le FPR en juillet 1994, et la France se trouve souillée par les Tutsi qui l'accusent d'avoir soutenu les génocidaires.

Aujourd'hui, l'armée burundaise, entraînée et armée par la France, est accusée par le Rapporteur spécial pour les droits de l'homme au Burundi ainsi que Amnesty international de pratiquer un génocide contre les Hutu et le militant des partis qui avaient gagné les élections de juin 1993.

La France ne souhaite pas que cette armée subisse le même sort que les ex-FAR pour éviter que le vainqueur ne l'accuse comme pour le FPR. C'est pour cette raison qu'elle fait tout son possible pour soutenir Buyoya qui a pour mission de sauver l'image de la France dans cette galère des Grands-Lacs.

2. Position américaine dans la région.

Depuis près d'une décennie, l'Amérique a décidé de ne plus laisser le Continent africain aux Européens, en particulier la France. Après la victoire de la NRA en Ouganda, Museveni est devenu l'enfant chéri des Américains puisqu'il leur sert de tremplin pour conquérir l'Afrique et la région des Grands-Lacs en particulier. De son côté, Museveni profite de cette ambition américaine pour réaliser son agenda caché; celui de mettre en place dans la région des Grands-Lacs un empire hima. C'est pour cette raison qu'il apporte un soutien sans précédent à ses frères tutsis du Rwanda, du Burundi et du Zaïre.

3) La position de Vatican et de l'Eglise Catholique.

Face au recul du catholicisme et la montée d'autres religions dans la région, Vatican a choisi de pactiser avec l'homme fort sur place dans le but de maintenir et si possible d'accroître le nombre de missions. C'est dans cette logique que le Pape a été le premier à reconnaître le régime fasciste actuel de Bujumbura, alors que jusqu'aujourd'hui, l'ONU et l'OUA continuent de reconnaître le régime Ntibantunganya.

Cette situation est d'ailleurs contraire à l'Evangile étant donné que l'homme que Vatican soutient n'aucune vocation ni de pardon, ni de réconciliation mais persécute les enfants de Dieu dans le cadre du génocide en cours au Burundi.

4) Quelques faits troublants dans le comportement de Buyoya.

Dès les premiers jours de sa prise de pouvoir le 3 septembre 1987, Buyoya, à travers son ministre de l'éducation nationale, monsieur Jean-Claude NDIYO, Buyoya encourage la haine ethnique dans les écoles secondaires et l'université. Au mois d'octobre 1987, soit à peine un mois après la rentrée scolaire, un premier affrontement à caractère ethnique éclate à l'ESTA (Ecole secondaire des techniques administratives). Rapidement, ces affrontements gagnent la quasi totalité des écoles du pays. Les élèves tutsis, armés de baïonnettes et de revolvers, contraignent leurs frères hutus à fuir leurs établissements et quelquefois à s'exiler à l'étranger. Les parents, inquiets de la sécurité de leurs enfants, écrivent à maintes reprises au ministre de l'éducation national et aux gouverneurs des provinces pour demander une meilleure sécurité dans les écoles mais en vain.

Dès le 7 mars 1988, fête militaire de l'unification de l'armée et de la gendarmerie, mais en réalité fête de l'épuration ethnique de l'armée, les militaires ne bivoiqueront plus dans les brousses mais feront leurs manoeuvres sur les collines où des provocations de la population seront régulièrement dénoncées sans suite de la part du Président Buyoya. Le 26 avril 1988, la tension entre étudiants hutu et tutsi devient intenable. Heureusement, le recteur: monsieur Charles KARORERO, qui était encore modéré s'oppose à l'affrontement et évite le pire. Buyoya ne digérera pas le comportement peu docile du recteur et le renvoya 2 mois après. Le 28 avril 1988, deux étudiants hutu: monsieur Joseph-Martin MASABO et moi-même, appuyés par des Hutu qui travaillaient à la présidence et à la permanence du parti UPRONA (alors parti-Etat), avons demandé un rendez-vous qui fut rejeté par le Président Buyoya lui-même. En revanche, nous serons reçus par le premier secrétaire national de la JRR (jeunesse révolutionnaire rwagasore: milice de l'UPRONA et de l'armée) ainsi que par le secrétaire national aux affaires sociales de l'UPRONA. Nous leur avons demandé que des militaires viennent au campus pour assurer la sécurité des étudiants et qu'ils arrêtent les responsables. Notre demande n'a pas eu d'effet de la part des autorités burundaises.

Le 25 mai 1988, alors que le pays était sur le point de brûler, les prêtres du diocèse de Bururi lancent un appel à Buyoya à travers un document intitulé: "Vivre en frère dans le Burundi d'aujourd'hui et de demain; unité nationale (disponible chez-moi) dans lequel ils avaient inventorié les causes du refus mutuel entre les ethnies et avaient proposé quelques solutions. Buyoya, au lieu d'y réserver une suite favorable, doubla plutôt d'allure en accentuant la provocation de la population cette fois-ci précisément dans les communes de Ntega et Marangara. Les populations de ces communes, qui se rappelaient très bien des méthodes utilisées en 1972 ont tout fait pour éviter le pire. En effet, par le biais de leurs administrateurs communaux, ont demandé que les gouverneurs s'y impliquent plus activement afin que les soldats quittent la région. Les autorités religieuses ont pris le relais. Le ministre de l'intérieur; monsieur KADOYI Aloys est allé sur le terrain mais n'a pris aucune mesure. Devant cette situation intenable, l'Evêque de Bururi, Mgr Bernard BUDUDIRA, décide de faire une conférence devant les prêtres burundais réunis à Burasira le 12 juillet 1988. Malgré ces cris d'alarmes, Buyoya ne se gêna pas d'effectuer son voyage au Congo (Brazzaville) pour les "Trois Glorieuses".

Ce voyage avait deux objectifs:

a) Le premier était de faire croire à la Communauté Internationale que le Burundi était calme, contrairement aux rumeurs!

b) Le deuxième était de profiter de la présence des hôtes du Président Sassou NGUESSO pour donner sa version sur les événements qui avaient éclaté "en son absence".

Le 22 Août 1988, devant le comportement irresponsable de Buyoya dans un pays qui brûlait un groupe de 27 intellectuels burundais, dont moi-même décidons d'écrire une lettre ouverte au Président de la République pour condamner son silence complice et lui demander d'arrêter les massacres de paisibles citoyens. C'est alors que, pratiquement neuf mois après le début de la provocation de la population, Buyoya, pressé par la Communauté internationale, sort de son silence et adresse à la nation un message guerrier. Cependant, sous la pression, il sera obligé d'éteindre le feu avant l'étape finale d'arrestations et d'assassinats des Hutu d'autres régions que la radio et la télévision nationales avaient pris pour bouc-émissaires sur base de listes pré-établies. Il se verra alors obligé de former un gouvernement représentatif de toutes les ethnies (sans les Batwa) avec tout un programme pour sauver son image qui conduit le pays au référendum constitutionnel du 9 mars 1992 consacrant le multipartisme au Burundi.

Les événements de NTEGA et MARANGARA eurent comme conséquence l'éveil de la population qui déserte massivement l'Uprona pour militer dans des partis à majorité hutu mais jusqu'alors clandestins. Après la promulgation de la loi électorale, Buyoya remarque qu'il risque de perdre les élections face à la candidature unique de l'opposition à majorité hutu aux élections présidentielles du 1er juin 1993. Il cherche alors à annuler les élections en accusant l'opposition et le Rwanda de vouloir attaquer militairement le Burundi, à travers la note verbale no 204-11/009/RE/93 que M. Libère BARARUNYERETSE, ministre des affaires étrangères de Buyoya adressa le 18 mars 1993 à l'ambassadeur du Rwanda au Burundi. (disponible chez-moi)

Face aux réactions tant intérieures qu'extérieures, Buyoya se démasque et se voit obliger d'organiser les élections que son parti et lui-même perdront lamentablement.

Le 3 juillet 1993, le Directeur de cabinet et bras droit de Buyoya tente d'assassiner le Président nouvellement élu à sept jours de l'investiture. Dans son rapport E/CN.4/1996/16 le rapporteur spécial sur le Burundi rapporte au paragraphe 105 le témoignage de M. Hilaire NTAKICA qui met en cause Buyoya lui-même dans ce putsch. Il faudra également noter qu'après son coup d'Etat du 25 juillet 1996, Buyoya a promu à de très hauts postes de responsabilités les principales personnes accusées d'avoir assassiné le Président Melchior NDADAYE dont:

-M. NGEZE François

-Le colonel BIKOMAGU

-Le colonel Jean-Bosco DARADANGWE.

Tout cela jette le flou sur la personnalité de Buyoya.

S'il était un homme de paix, il prendrait sa distance à l'égard de ces assassins qui sont responsables de crimes de haute trahison. Si Buyoya était un homme de droit, il aurait usé de son influence auprès de l'armée pour protéger les institutions légitimes du pays.

Enfin, s'il était pour la paix, il se serait rappelé que le peuple lui a dit non, un grand non, et se serait abstenu de lui retourner le couteau dans la plaie en ramenant l'arbitraire au Burundi.

Alexandre NIYONZIMA
Avenue de la Dôle 2
1005 Lausanne
Tel/fax :0041.21.311.70.15